MINISTERE DE L'INTERIEUR DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DE LA POLICE NATIONALE DE LA COTE D'OR --------- SERVICE LOCALDE POLICE JUDICIAIRE DE DIJON 2, PLACE SUQUET 21034 DIJON Tel : 03 80 44 55 00	**COMPTE RENDU** **D'INFRACTION INITIAL** **PV n° 00[redacted]/2025/00[redacted]**	**A - AUTORITE JUDICIAIRE**
Code INSEE : 21231		

VICTIME	**Monsieur LATRECHE-BOUFETATA Bilel**		
	né le 21/10/1986 à DOLE (JURA) , de nationalité FRANCAISE, FONCTIONNAIRE, Demeurant : [redacted] Précisions : [redacted] Téléphone domicile : 06[redacted] Communication électronique demandée : OUI - E-mail : [redacted]@gmail.com - Tél. portable : +336[redacted]		
Préjudice	Butin : Aucun	Dégâts : Aucun	Préjudice :
INFRACTION(S)	**DIFFAMATION ENVERS PARTICULIER PAR PAROLE ECRIT IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE (372)**		
FAIT			
Date/Lieu	Entre le 23/12/2024 et le 24/12/2024 à DIJON (COTE D'OR) Nature du lieu : INTERNET (Précisions : RESEAU SOCIAL "X")		
Véhicule			
Personnes remarquées	néant.		
Manière d'opérer			
Mobile	POLITIQUE		
OBJET :			

P. V. : n°20[redacted]

Affaire contre X

diffamation

Pièces jointes :
Scellés : non

Transmis à Monsieur le Procureur de la République près le TJ de DIJON
Angélique MAROT
COMMANDANTE DE POLICE
Le :

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt cinq,
Le sept janvier, à quatorze heures onze

Nous, [redacted]
MAJOR DE POLICE
En fonction DIJON

AGENT DE POLICE JUDICIAIRE en résidence DIJON
--- Nous trouvant au service,
--- Agissant en matière d'enquête préliminaire,
--- Vu les articles 75 et suivants du Code de procédure pénale, ---

---Agissant conformément aux instructions reçues de Madame [redacted], Commandant de Police, Chef du Service Local de Police Judiciaire de Dijon,----
---Constatons que se présente à nous, la personne ci-dessus dénommée, qui nous déclare :--

---SUR LES FAITS :---

---"Je suis engagé dans diverses missions d'éducation et de préventions sociales et spécialisées en ma qualité de sportif professionnel afin de transmettre de bonnes valeurs morales et citoyennes aux jeunes.---
---Je mène des actions où je suis souvent cité par nos responsables institutionnels pour véhiculer des valeurs d'intégrité, de respect, et d'insertions sociales et

Signé électroniquement
par [redacted]
[redacted] 10[redacted]

professionnels en direction des jeunes et plus spécifiquement dans les milieux dits Quartiers Prioritaires de la Ville.--
---Je tiens à rappeler qu'en parralèle de mes activités de sportif professionnel, mon activité en qualité de cadre de la fonction publique territoriale chargé des missions de prévention sociales et spécialisées, d'où la gravité des propos tenus à mon encontre à la fois sur le plan personnel, sportif mais aussi professionnel.--
---Le 24 décembre 2024, j'ai reçu un tweet/information sur la plateforme "X", m'informant du tweet de la présumée personne "[redacted]" sur le compte de Madame la députée de la république Océane Godard disant que je serai un narcotrafiquant de la région dijonnaise---
---Dans ce tweet, "[redacted]" demande à Madame la député de prendre attache avec son équipe communication pour en savoir davantage sur ses liens avec bilel latreche.--
---Je précise qu'une semaine auparavant, j'avais effectué une promotion avec Mme la Députée, d'où le tweet qui intervient après celle-ci.--
---J'ai engagé un échange avec "Salomé Melki" pour en savoir plus sur ces diffamations. La personne a prétendu agir pour Médiapart, ce qui est faux après vérification, attendant ma plainte pour communiquer aux autorités compétentes mon implication dans un réseau de trafic de stupéfiants. La personne a mis ses tweets en copie à Monsieur le Ministre François REBSAMEN, Monsieur FAURE Olivier Député de Seine et Marne et Monsieur Fabrice ARFI journaliste à Médiapart.-
---Je vous remets copies de capture écran.--
---Je n'ai pas d'élèments susceptibles d'orienter l'enquête.---
---Je dépose plainte contre X... pour les faits relatés.---
---Je suis informé(e) de mon droit à obtenir réparation du préjudice subit et à être aidé(e) par un service ou une association d'aide aux victimes. Je peux m'adresser à l'association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales (FRANCE VICTIMES 21) Cité Judiciaire sise 13 boulevard Georges Clémenceau à Dijon.----
---Je prends acte que je peux me constituer partie civile, me faire aider par un avocat et saisir dans certains cas la commission d'indemnisation des victimes d'infractions.---
---Je n'ai rien d'autre à ajouter."---
---Après lecture faite par lui même, le déclarant persiste et signe le présent avec nous.---

LE DECLARANT L' A P J

---De même suite.---
---Mentionnons qu'au regard de l'évaluation personnalisée de la victime réalisée par nous même aucune mesure particulière de protection ne necessite d'être mise en oeuvre.---
---Dont mention.---

L' A P J